

Il informe sans délai de sa décision l'employeur ou son représentant, le maître d'ouvrage ou le donneur d'ordre cocontractant du prestataire ainsi que le préfet compétent.

R. 1263-11-7

DÉCRET n°2015-1579 du 3 décembre 2015 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les injonctions, les informations, les invitations et les notifications mentionnées aux articles **R. 1263-11-1** à **R. 1263-11-6** sont effectuées par tout moyen permettant de leur conférer date certaine.

Section 5 : Obligation de vigilance des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre

R. 1263-12

Décret n°2019-555 du 4 juin 2019 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le maître d'ouvrage ou le donneur d'ordre qui contracte avec un employeur établi hors de France demande à son cocontractant, avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les documents suivants :

a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles **R. 1263-5** et **R. 1263-7** ;

b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles **L. 1263-6**, **L. 1264-1**, **L. 1264-2** et **L. 8115-1**. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal. Le maître d'ouvrage ou le donneur d'ordre est réputé avoir procédé aux vérifications mentionnées à l'article **L. 1262-4-1** dès lors qu'il s'est fait remettre ces documents.

R. 1263-12-1

Décret n°2020-916 du 28 juillet 2020 - art. 2

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Pour l'application du II de l'article **L. 1262-4-1**, le maître d'ouvrage demande au sous-traitant établi hors de France, avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés sur le territoire national, l'accusé de réception de la déclaration de détachement transmis à l'unité départementale mentionnée à l'article **R. 1263-4-1**, conformément aux dispositions de l'article **R. 1263-6-1**.

Le maître d'ouvrage demande à l'entreprise exerçant une activité de travail temporaire établie hors de France avec laquelle son cocontractant ou un sous-traitant a contracté, et avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés sur le territoire national, l'accusé de réception de la déclaration de détachement transmis à l'unité départementale mentionnée à l'article **R. 1263-4-1**, conformément aux dispositions de l'article **R. 1263-6-1**.

Le maître d'ouvrage est réputé avoir procédé à la vérification mentionnée au II de l'article **L. 1262-4-1** dès lors qu'il s'est fait remettre ces documents.

R. 1263-13

Décret n°2020-916 du 28 juillet 2020 - art. 2

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La déclaration que doit faire le maître d'ouvrage ou le donneur d'ordre, en application du deuxième alinéa de l'article **L. 1262-4-1**, lorsque son cocontractant ne lui a pas remis l'accusé de réception de la déclaration de détachement lui incombant en vertu du premier alinéa de l'article **L. 1262-2-1**, est adressée à l'unité territoriale compétente mentionnée aux articles **R. 1263-4-1** et **R. 1263-6-1** en utilisant le téléservice " SIPSI " du ministère chargé du travail.